

LES FAITS La mondialisation oblige les pays de l'Amérique latine à chercher partout des débouchés pour accroître leurs exportations. Les politiques commerciales et macroéconomiques influent sur la production des biens et des services qui, à son tour, influe sur l'emploi et le revenu. Les gains et pertes qui en résultent ne touchent pas uniformément les divers secteurs et groupes démographiques. Le projet Commerce, genre et équité en Amérique latine a évalué les répercussions des tendances des échanges sur la main-d'oeuvre féminine. La recherche révèle que, somme toute, le commerce n'a pas procuré plus d'emplois aux femmes, ni rétréci l'écart de revenu entre les sexes. Les répercussions varient néanmoins d'un secteur à l'autre : on crée des emplois dans certains secteurs et on en perd dans d'autres. Puisque l'économie des soins n'a pas évolué au même rythme que le marché du travail, les femmes n'ont pas toujours pu saisir les nouvelles occasions d'emploi rémunéré ou de croissance du revenu. Les pays d'Amérique latine continuent d'entreprendre des réformes de la politique sociale comportant souvent le retrait de l'État ou une décentralisation malavisée, qui ont réduit l'accès des familles aux services de soins. Les femmes doivent donc se charger traditionnellement, et de manière disproportionnée, de la plupart de ces tâches. Au Brésil, 91 % des salariées dispensent des soins non rémunérés à la maison, contre seulement 51 % des hommes. Ces femmes consacrent 20 heures par semaine, en moyenne, à dispenser des soins et les hommes, seulement 9. Bien que non rémunérées, ces tâches sont essentielles au bien-être immédiat de la famille et à la consolidation du capital humain de la future population active. Le temps qu'elles exigent nuit à la participation des femmes au marché du travail (voir le graphique) et les empêche de profiter des possibilités d'emploi créées par le commerce.

VERS UNE CROISSANCE

PARTAGÉE

Ces données prouvent qu'il faudra réformer le secteur des soins pour que les femmes puissent profiter des avantages de l'emploi dans les secteurs d'exportation. Même si le commerce devait accroître les possibilités d'emploi pour les femmes, les disparités actuelles entre les sexes sur les plans du revenu et de l'emploi pourraient persister ou croître en l'absence de réformes de la prestation des services de soins. Les carences du secteur des soins pourraient finir par exercer des effets défavorables sur les niveaux de capital humain des enfants de parents qui travaillent. En plus d'être plus équitables pour les femmes, les politiques qui améliorent l'offre de services de soins (et qui accroissent de ce fait la participation des femmes au marché du travail) peuvent aussi favoriser la croissance. On a déjà accompli de modestes progrès. Au Chili, le gouvernement offre un meilleur accès aux garderies et aux maternelles financées par l'État (jusqu'à huit heures par jour). Il a aussi trouvé des solutions pour les employées des secteurs de l'exportation agroalimentaire, où les emplois saisonniers coïncident avec les grandes vacances d'été. Au Brésil, ces services, lorsqu'ils existent, visent certaines régions et sont réservés aux femmes qui peuvent prouver qu'elles en ont économiquement besoin. Qui plus est, dans la plupart des pays, les pères n'ont pas droit à un congé parental payé.

CHOIX DÉCISIFS

Les organisations féministes ont eu beaucoup de difficulté à intéresser les négociateurs commerciaux aux problèmes d'équité entre les sexes, ce qui n'est peut-être pas surprenant compte tenu du milieu particulier dans lequel ces derniers évoluent. En outre, les politiques

commerciales ne sont peut-être pas vraiment en mesure de promouvoir l'équité entre les sexes sur le marché du travail puisqu'elles ne sont pas des instruments de choix pour ajuster les effets de la croissance sur la répartition de la richesse. Le commerce peut certes accroître l'emploi, le revenu et, en fin de compte, les dépenses sociales de l'État, mais la politique commerciale ne peut exercer une grande influence sur les tendances des échanges, et influe encore plus indirectement sur l'emploi et le revenu (par exemple même dans des économies ouvertes telles que celle du Chili, moins de 15 % des salariés sont employés directement par des secteurs d'exportation). Ces recherches appuyées par MCP montrent qu'un amalgame bien pensé de stratégies commerciales et de politiques sociales pourrait engendrer une croissance équitable pour les hommes et les femmes. Bien qu'un tel alliage puisse paraître inhabituel, il importe que les politiques sociales, comme celles qui touchent le secteur des soins, entrent autant en ligne de compte que les politiques commerciales et industrielles. En d'autres mots, les interactions entre l'intégration économique mondiale et les politiques sociales doivent faire l'objet d'une analyse fondée sur des données probantes de qualité et plus abondantes.

Document(s)

[Comercio, género y equidad en América Latina : algunos resultados](#)

[Trade, gender and equity in Latin America : generating knowledge for political action; a comparative study of care economy - Argentina, Brazil, Chile, Colombia, Mexico and Uruguay](#)

[Desarrollo con equidad en el contexto de apertura comercial en Argentina : recomendaciones de políticas](#)

[Comercio y desarrollo en América Latina : el orden de los factores altera el producto; propuestas de políticas públicas para encauzar el comercio internacional hacia la equidad social y de género](#)

[Comercio y cuidados en Uruguay : propuestas de políticas públicas](#)

[México : integración regional y mercado de trabajo femenino : estimación del contenido de trabajo de las importaciones y exportaciones : el caso de las zonas de libre comercio con América del Norte y la Unión Europea](#)

[Comercio, género y equidad en América Latina](#)

[Methodological approaches to gender and trade & financial liberalisation research in Latin America](#)